

GUIDE DU PROMOTEUR

FONDS D'INITIATIVES NORDIQUES
VOLET A : ESSOR DES COMMUNAUTÉS ET
CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

1^{er} appel à projets 2020-2021
Date limite de dépôt : 03 février 2021

Société du Plan Nord

TABLE DES MATIÈRES

1. FONDS D'INITIATIVES NORDIQUES	4
2. VOLET A : ESSOR DES COMMUNAUTÉS ET CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	5
2.1 Objectifs.....	5
2.2 Appel à projets.....	5
2.3 Critères d'admissibilité	5
3. FONDS DISPONIBLES ET LIMITE DE FINANCEMENT	9
3.1 Engagement financier.....	9
3.2 Calcul de l'aide financière	9
4. SÉLECTION DES PROJETS	10
4.1 Analyse préliminaire.....	10
4.2 Critères de sélection des projets	10
5. PRÉSENTATION ET SOUMISSIONS DES PROJETS	11
5.1 Formulaire.....	11
5.2 Soumission du projet	11
5.3 Date limite de dépôt des demandes d'aide financière.....	11
5.4 Calendrier de l'appel à projets.....	11
6. MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT	12
7. CONFIDENTIALITÉ ET ACCÈS À L'INFORMATION	12
Annexe A	13
Sources de financement gouvernemental provinciales ou fédérales.....	13
Annexe B	14
Critères de développement durable	14

Guide du promoteur : volet A

Pour toute question au sujet de l'appel à projets, nous vous invitons à communiquer avec les conseillers de la Société du Plan Nord du bureau le plus proche de votre communauté.

Côte-Nord Bureau de Baie-Comeau	M. Guillaume Hamel Dubé Téléphone : 418 589-7281, poste 66460 Sans frais : 1 855 214-9807, poste 66460 Courriel : Guillaume.HamelDube@spn.gouv.qc.ca
Côte-Nord Bureau de Sept-Îles	M ^{me} Véronic Lemieux Téléphone : 418 960-1805, poste 66485 Sans frais : 1 855 214-9807, poste 66485 Courriel : veronic.lemieux@spn.gouv.qc.ca M. Richard Comeau Téléphone : 418 960-1805, poste 66482 Sans frais : 1 855 214-9807, poste 66482 Courriel : richard.comeau@spn.gouv.qc.ca
Nord-du-Québec	M. Mathieu Prévost Téléphone : 418 748-2418 Sans frais : 1 855 214-9807, poste 66491 Courriel : mathieu.prevost@spn.gouv.qc.ca M ^{me} Valérie Guindon Téléphone : 418 748-2146 Sans frais : 1 855 214-9807, poste 66493 Courriel : valerie.guindon@spn.gouv.qc.ca
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M. Rudy Prévost Téléphone : 418 765-0143 Sans frais : 1 855 214-9807, poste 66473 Courriel : rudy.prevost@spn.gouv.qc.ca

1. FONDS D'INITIATIVES NORDIQUES

La Société du Plan Nord (SPN) constitue l'instance clé du déploiement des diverses composantes du Plan d'action nordique 2020-2023. Elle a pour mission, dans une perspective de développement durable, de contribuer au développement intégré et cohérent du territoire nordique, conformément aux orientations du gouvernement.

Le Plan d'action nordique 2020-2023 a pour but de mettre en valeur le potentiel diversifié du territoire situé au nord du 49^e parallèle, puis au nord du fleuve Saint-Laurent et du golfe du Saint-Laurent, au bénéfice de ses populations et de tout le Québec, dans le cadre d'un développement durable exemplaire, selon une approche globale, intégrée, cohérente et responsable

En complément aux actions menées par les différents ministères et organismes gouvernementaux, le Fonds d'initiatives nordiques (FIN) a été mis en place pour soutenir la réalisation de projets qui sont d'intérêt pour les communautés nordiques et qui s'inscrivent dans le cadre de la démarche du Plan d'action nordique. À cet effet, les projets devront s'inscrire dans l'une ou l'autre des orientations stratégiques du Plan d'action nordique 2020-2023, soit l'accès au territoire nord-québécois, un tissu économique fort et diversifié, un milieu de vie attractif et dynamique, un environnement nordique à conserver.

À cet effet, le FIN se structure en deux volets :

- Volet A : Essor des communautés et conservation de l'environnement;
- Volet B : Initiatives de nature entrepreneuriale.

Pour plus d'information sur les aides financières disponibles, visitez notre site Web : <https://plannord.gouv.qc.ca/fr/aide-financiere/>.

2. VOLET A : ESSOR DES COMMUNAUTÉS ET CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

2.1 Objectifs

Le volet A du FIN vise à appuyer et à promouvoir des projets qui favorisent :

- le développement et le mieux-être des communautés nordiques;
- la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité;
- la mise en valeur du territoire nordique et la vitalité des communautés qui l'habitent;
- le pouvoir d'agir des communautés nordiques.

2.2 Appel à projets

La SPN invite les clientèles admissibles au FIN à présenter un projet dans le cadre de ce 1^{er} appel à projets de l'année financière 2020-2021, avant la date limite prévue le (date à déterminer).

Elle prévoit de réaliser des appels à projets selon le calendrier suivant :

Date d'ouverture	Date limite de dépôt
14 décembre 2020	03 février 2021

2.3 Critères d'admissibilité

2.3.1 Complémentarité avec les programmes déjà établis

Le FIN se veut complémentaire aux contributions du milieu ainsi qu'aux autres programmes gouvernementaux établis. Il vise à soutenir des projets qui ne peuvent pas bénéficier d'une aide financière suffisante par l'intermédiaire des programmes actuels.

Le demandeur devra démontrer qu'une recherche de financement complémentaire a été réalisée et que le recours au FIN est nécessaire à la réalisation de son projet.

2.3.2 Territoire d'application

Le FIN s'applique à des projets ou à des initiatives qui seront réalisés sur le territoire québécois situé au nord du 49^e parallèle, puis au nord du fleuve Saint-Laurent et du golfe du Saint-Laurent, ou au bénéfice des communautés ou des entreprises implantées sur ce territoire.

2.3.3 Clientèles admissibles

Les clientèles admissibles au FIN — Volet A sont :

- l'organisme à but non lucratif (OBNL) et incorporé;
- la coopérative dont les activités sont semblables à celles d'un organisme à but non lucratif;
- la mutuelle dont les activités sont semblables à celles d'un organisme à but non lucratif;
- le conseil de bande d'une communauté autochtone et la communauté autochtone;
- la corporation de village nordique, le village nordique et la corporation foncière inuite;
- la municipalité, la municipalité régionale de comté¹ et l'organisme du domaine municipal.

2.3.4 Projets admissibles

Les projets admissibles doivent s'inscrire dans l'une des catégories suivantes :

- services à la population;
- conservation de l'environnement;
- projets de diversification socioéconomique;
- projets de recherche et de diffusion de la connaissance du territoire nordique;
- projets d'acquisition de connaissances ou étude (autres que celles admissibles au volet B);
- projets d'éducation et de formation de la main-d'œuvre (autres que ceux admissibles au Programme de formation de la main-d'œuvre en milieu nordique);
- colloques, salons, congrès, conférences et activités de réseautage;
- infrastructures de développement social :
 - Infrastructures qui, par la mobilisation et l'engagement de différents acteurs (citoyens, organisations communautaires et socioéconomiques, institutions, entreprises privées et d'économie sociale ou milieu des affaires) dans des objectifs ou des projets communs, visent l'amélioration de la vitalité sociale, communautaire ou économique de la ou des communautés visées.
 - Elles permettent d'offrir des activités ou des services aux résidents ou aux organisations d'un milieu. Un segment large de la population ou des organisations du milieu bénéficient de ces infrastructures.

Elles ciblent par ailleurs le rehaussement du niveau de vie des communautés en répondant aux objectifs de développement social de la Société du Plan Nord, soit :

- habiter pleinement le territoire nordique (p. ex., sentiers pédestres et aménagements non résidentiels);
- planifier et structurer le développement des communautés (p. ex., bureau d'accueil touristique, centre de loisirs et quai municipal);
- favoriser la formation et la rétention de la main-d'œuvre en milieu nordique (p. ex., construction d'un bâtiment destiné au cotravail);
- satisfaire des besoins sociaux (p. ex., infrastructures de loisir et de sport, centres communautaires et sociaux, parcs récréatifs ou communautaires et terrains de jeux);

¹ Dans le présent texte, le terme MRC comprend aussi l'Administration régionale Baie-James, l'Administration régionale Kativik, le gouvernement de la nation crie et le gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James.

- assurer le développement culturel des communautés (p. ex., centre culturel, équipements culturels et de communication à vocation communautaire, mise en valeur de biens patrimoniaux);
- consolider des services destinés aux familles et aux aînés (p. ex., maison des jeunes, cuisines collectives, maison des aînés).

Lorsqu'un projet relève d'un domaine de compétence d'un ministère ou d'un autre organisme gouvernemental, les analystes de la SPN demandent systématiquement un avis de pertinence au ministère ou à l'organisme concerné.

2.3.5 Projets non admissibles

- Projets sujets à une récurrence
- Projets dont le montage financier inclut déjà un programme de la SPN
- Projets allant à l'encontre des politiques gouvernementales
- Projets déjà réalisés ou amorcés avant le dépôt de la demande au FIN
- Projets d'une personne physique
- Projets des organismes inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)
- Projets ayant déjà reçu un financement de la SPN
- Infrastructures municipales²
- Festivals

La SPN se réserve le droit de refuser toute demande qui ne satisfait pas aux critères et aux conditions définis dans le cadre normatif du FIN.

Les demandes admissibles sont analysées par la SPN. Les projets sont retenus selon des critères précis et jusqu'à la limite de la disponibilité de l'enveloppe financière.

² Ensemble des équipements et des installations de base nécessaires à la vie économique d'une municipalité (routes, réseaux d'alimentation en eau et des égouts).

2.3.6 Coûts et dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont, généralement, les coûts ou les dépenses directement liés à la réalisation du projet³, notamment les :

- frais de fonctionnement nécessaires à la réalisation du projet, en particulier les salaires⁴ et les autres rémunérations, le loyer ponctuel, l'acquisition ou la location de matériel et d'équipement;
- frais de réalisation de plans et d'études;
- honoraires professionnels⁵;
- frais d'administration⁶;
- frais de déplacement et de séjour⁷;
- dépenses liées à l'organisation d'un événement;
- dépenses en immobilisation.

2.3.7 Coûts et dépenses non admissibles

- Dépenses récurrentes
- Frais de représentation, dons et commandites
- Dépenses relatives à l'achat de tout véhicule à moteur pouvant être immatriculé
- Dépenses relatives à toutes formes de rénovations ou d'améliorations liées à l'entretien courant ou déficient d'un bâtiment ou d'une infrastructure (p. ex., toiture, portes et fenêtres, recouvrement extérieur, terrassement) sauf si ces dernières assurent le maintien d'un service essentiel dans une communauté (p. ex., service de première ligne aux citoyens)
- Dépenses visant à satisfaire des exigences sur le plan de la législation et de la réglementation
- Dépenses engagées avant la date de dépôt du projet
- Dépenses remboursées admissibles à une autre forme de remboursement (p. ex., remboursement de taxes)
- Dépenses liées à un projet qui va à l'encontre des politiques gouvernementales établies ainsi que des lois et des règlements en vigueur
- Déficit d'un organisme ou d'une entreprise et remboursement d'une dette accumulée
- Fonds de roulement
- Dépenses prévues après le 31 mars 2023

³ La Société du Plan Nord se réserve le droit de demander au promoteur de démontrer les conditions d'octroi de contrats mises en place.

⁴ Pour les salaires, le taux admissible pour les avantages sociaux doit être égal à 17% ou moindre.

⁵ Lorsque le projet prévoit des honoraires professionnels de firme de consultants, la Société du Plan Nord se réserve le droit de demander au promoteur de présenter au moins deux offres de services (soumissions).

⁶ Maximum de 15 % du coût total du projet.

⁷ Le remboursement est effectué conformément aux règles gouvernementales en vigueur.

3. FONDS DISPONIBLES ET LIMITE DE FINANCEMENT

3.1 Engagement financier

Les engagements financiers seront limités à la disponibilité de l'enveloppe budgétaire qui y est consacrée, et ce, sous réserve des crédits annuels disponibles.

- Pour un projet d'« infrastructure de développement social », l'aide financière maximale autorisée est de 500 000 \$.
- Pour tous les autres types de projets, l'aide financière maximale autorisée est de 100 000 \$.
- Le cumul de l'aide gouvernementale ne peut excéder 90 % des coûts admissibles du projet.
- Une contribution du demandeur ou du milieu, d'au moins 10 % des coûts admissibles, est requise.

3.2 Calcul de l'aide financière

Le montant maximal de l'aide financière, sous forme de subvention non remboursable, sera déterminé en tenant compte de toutes les sources d'aide gouvernementale (subventions, crédits d'impôt, prêts, garanties de prêt, prises de participation, etc.) prévues dans le projet (voir annexe A).

Le calcul tiendra également compte du montant reçu par des ministères et des organismes ayant des ententes d'aide de financement avec la SPN.

L'aide financière peut provenir des ministères et des organismes du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada, de même que de partenaires disposant de fonds d'intervention dont le financement est majoritairement de source gouvernementale.

4. SÉLECTION DES PROJETS

4.1 Analyse préliminaire

Les projets reçus feront d'abord l'objet d'une analyse préliminaire de leur admissibilité. Cette première analyse de l'admissibilité porte tant sur le demandeur que sur le projet. Les critères suivants devront être **respectés** :

- le projet a été présenté avant la date limite pour le dépôt des projets;
- toutes les sections obligatoires du formulaire de demande d'aide financière sont remplies;
- tous les documents exigés à la section 5.2 accompagnent la demande;
- le promoteur fait partie des clientèles admissibles;
- le promoteur est légalement constitué (NEQ), si applicable;
- le projet se réalisera sur le territoire nordique ou profitera au territoire nordique;
- le projet est admissible selon les catégories ou les secteurs autorisés;
- le projet cadre avec une ou plusieurs orientations stratégiques du Plan d'action nordique 2020-2023;
- le projet est ponctuel (non récurrent);
- le projet respecte les politiques gouvernementales;
- le projet n'a jamais fait l'objet d'un financement d'un programme de la SPN;
- le projet débutera après le dépôt de la demande au Programme;
- le cumul d'aide gouvernementale autorisé par le FIN est respecté;
- le promoteur a démontré officiellement une recherche de financement auprès d'autres bailleurs de fonds ainsi que la complémentarité du financement demandé dans le cadre du programme FIN. Pour ce faire, il a fourni des preuves de ses démarches (courriels, accusés de réception, lettres de refus, etc.);
- la demande respecte l'aide financière maximale pouvant être autorisée;
- le projet inclut une contribution du demandeur ou du milieu d'au moins 10 % des coûts admissibles.

Les projets qui ne respecteront pas tous ces critères obligatoires seront jugés inadmissibles lors de l'analyse préliminaire.

4.2 Critères de sélection des projets

Les projets admissibles seront évalués par un comité de sélection en fonction des critères d'analyse du programme ainsi que de critères de développement durable (volets économiques, sociaux et environnementaux) énoncés à l'**annexe B**.

5. PRÉSENTATION ET SOUMISSIONS DES PROJETS

5.1 Formulaire

Les promoteurs doivent remplir le formulaire de demande d'aide financière, le signer et le dater. Il est accessible sur le site Web de la SPN, [dans l'onglet « Aide financière »](#).

5.2 Soumission du projet

Au moment de déposer un projet, les documents à transmettre à la SPN sont :

- le formulaire de demande d'aide financière rempli, signé et daté;
- la copie du dernier rapport financier de l'organisme demandeur;
- la copie d'une résolution du conseil d'administration autorisant le demandeur à déposer des projets et à signer des ententes;
- les lettres d'engagements des partenaires du projet (s'il y a lieu);
- tout autre document jugé pertinent pour l'appréciation du projet.

Le tout peut être transmis de trois façons :

- par courriel à l'adresse suivante : fin@spn.gouv.qc.ca;
- par télécopieur : 418 643-3660;
- par la poste* :

Fonds d'initiatives nordiques
Société du Plan Nord
900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 720
Québec (Québec) G1R 2B5

** Dans la mesure où la demande d'aide financière est transmise par la poste, le cachet de la poste fait foi de la date de dépôt.*

5.3 Date limite de dépôt des demandes d'aide financière

La date limite pour le dépôt de projets est le 03 février 2021.

5.4 Calendrier de l'appel à projets

Activités	Échéances
Lancement de l'appel à projets	14 décembre 2020
Date limite pour la réception des projets	03 février 2021
Réponses aux promoteurs	Avril 2021

6. MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

Les projets retenus feront l'objet d'une convention d'aide financière entre la SPN et le promoteur. La convention précisera les modalités de versement et les conditions d'octroi de l'aide financière, de même que les modalités de reddition de comptes.

Pour chaque versement, un rapport d'activité et d'utilisation de l'aide financière devra être produit, conformément aux délais prévus dans la convention de financement.

Ce rapport doit notamment contenir :

- une description détaillée du projet et des activités réalisées à l'aide de l'aide financière;
- le coût du projet et de chacune des activités réalisées;
- les sources de financement et les montants obtenus en provenance de chacune de celles-ci;
- le nombre d'emplois créés, s'il y a lieu;
- une annexe présentant les pièces justificatives des dépenses admissibles et un rapport financier détaillant les dépenses du projet.

Pour certains projets, un rapport d'audit des données financières produit par un auditeur accrédité externe sera requis à la reddition finale.

7. CONFIDENTIALITÉ ET ACCÈS À L'INFORMATION

La SPN est soumise à l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La convention d'aide financière entre la SPN et le promoteur précisera les obligations liées à cette loi.

Les renseignements fournis peuvent également être utilisés par la SPN aux fins de recherche, d'évaluation, d'étude, d'enquête, de production de statistiques ou de prévision de coûts.

Annexe A

Sources de financement gouvernemental provinciales ou fédérales

Au regard de la provenance de l'aide sont considérées en totalité les sommes transférées par :

- les entités figurant aux annexes 1, 2, 3 et 4 des états financiers consolidés du gouvernement du Québec (comptes publics). Il s'agit notamment des ministères et des organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu, des organismes et des fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable et les entreprises du gouvernement.

Consulter le site Internet suivant :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2018-2019.pdf

- **Les ministères et les organismes figurant dans le volume 2 des comptes publics du Canada (gouvernement fédéral).**

Consulter le site Internet suivant :

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2019/vol2/intro-fra.html>

La valeur d'une aide gouvernementale remboursable (prêt, garantie de prêt, etc.) est calculée à 30 % de sa valeur réelle dans le calcul du cumul des aides gouvernementales.

Annexe B

Critères de développement durable

Pour chacun des critères de développement durable, des actions possibles sont inscrites à titre indicatif et pour vous aider à cibler les actions propres à votre projet. Nous vous invitons à communiquer avec les conseillers de la Société du Plan Nord pour toutes questions concernant ces critères.

Volet économie	
Critère 1. Engendre des retombées économiques au bénéfice des collectivités nordiques.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Est réfléchi conçu selon le concept de l'économie circulaire • Permet à la région, à l'organisme ou à l'entreprise d'accéder ou de développer de nouveaux marchés • Améliore la richesse collective et favorise l'installation et le maintien de commerces et de services de proximité • Favorise l'approvisionnement local et le développement de saines relations d'affaires
Critère 2. Améliore la qualité ou favorise la création et le maintien des emplois.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise la création ou le maintien d'emplois à temps plein • Améliore les conditions de travail actuelles de l'organisme ou de l'entreprise • Permet le développement de compétences chez les individus ou les groupes impliqués dans le projet • Favorise la rétention de la main-d'œuvre
Critère 3. Favorise la diversification économique locale et régionale ou le développement de filières.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Optimise le potentiel d'innovation et la diversification des options, la mise en œuvre de solutions nouvelles • Permet le développement d'un secteur d'activité porteur pour le milieu • Démonstre l'originalité du projet ou du concept
Critère 4. Démonstre l'efficacité économique par des garanties suffisantes de rentabilité ou de pérennité.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Démonstre une maîtrise budgétaire et la maîtrise des risques liés au projet • Prend en compte la pensée du cycle de vie ou la production d'analyse de cycles de vie des produits et des services • Démonstre la rentabilité et la viabilité du projet à long terme et, le cas échéant, les revenus qui seront générés • Améliore la performance de l'entreprise ou de l'organisme
Critère 5. Prévoit la complémentarité des partenaires et des financements, dans une vision de levier financier.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Permet la mise en commun de ressources financières disponibles et leurs utilisations optimales • Limite les répercussions du projet sur le marché concurrentiel des entreprises locales en visant la complémentarité des activités, des filières, des circuits et des commerces

Guide du promoteur : volet A

Volet social	
Critère 6. Améliorer la santé et la qualité de la vie des collectivités nordiques ainsi que leur démarche de développement.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Engendre un changement dans les habitudes de vie et les comportements en milieu de travail • Aide les collectivités nordiques dans leurs démarches de planification • Favorise l'attraction de nouveaux arrivants et la rétention des populations sur le territoire nordique
Critère 7. Reçoit l'appui des instances locales, régionales ou gouvernementales et répond à un besoin exprimé par le milieu.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Est cohérent avec les documents de planification locale, avec les orientations territoriales ou les besoins exprimés et les spécificités du milieu • Améliore la collaboration et la mise en valeur des forces régionales • Vérifie la capacité des infrastructures et des équipements, en calibrant les objectifs du projet en fonction de la réalité locale et propose des mesures proportionnées et s'assure de leur faisabilité • S'appuie sur l'adhésion des communautés au projet ou permet d'accroître l'acceptabilité sociale
Critère 8. Encourage l'équité, l'inclusion et la solidarité sociale par la participation publique.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoit de mettre en place les moyens pour favoriser l'accueil et l'intégration culturellement adaptée des nouveaux arrivants • Réduit les répercussions sur certains groupes sociaux vulnérables, notamment en offrant une accessibilité accrue à certains services • Promeut l'implication et valorise l'accomplissement personnel et collectif • Favorise la participation des parties prenantes en déterminant clairement les moments où la participation doit et peut être tenue • Favorise la cohésion sociale en renforçant les valeurs de respect, de solidarité et d'ouverture, en organisant des activités de groupe, en développant des projets collectifs
Critère 9. Préserve ou met en valeur le patrimoine culturel.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise la mise en valeur de la diversité des cultures et des attraits du territoire nordique • Tient compte des répercussions sur les cultures locales et, le cas échéant, propose des mesures de mitigation • Favorise la disponibilité, l'accessibilité, la diversité ou la mise en valeur du patrimoine culturel (biens, lieux patrimoniaux, sites naturels, traditions, savoirs) • Encourage l'expression culturelle et l'utilisation des langues traditionnelles
Critère 10. Favorise la recherche et l'expérimentation ainsi que l'acquisition et le partage des connaissances.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Planifie le transfert d'expertise acquise dans le cadre des projets vers d'autres organisations • Intègre des activités de veille et de recherche dans une perspective d'amélioration continue des projets • Renforce l'acquisition de savoirs et de compétences pour les acteurs impliqués • Investit dans l'innovation • Diffuse et vulgarise les résultats

Guide du promoteur : volet A

Volet environnement	
Critère 11. Limite la quantité de polluants et de déchets et utilise optimalement les ressources.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise la mise en commun pour une utilisation optimale des ressources • Choisit des ressources moins polluantes en analysant leur cycle de vie • Atténue ou caractérise l'émission de polluants globaux de toutes sortes (matières dangereuses, matières résiduelles, bruits, luminosité)
Critère 12. Considère les impacts sur les écosystèmes et la biodiversité et respecte la capacité de support du milieu.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Décrit les répercussions sur les milieux touchés par le projet (terrestres, agricoles, forestiers, marins, riverains) • Intègre des pratiques de protection de la biodiversité • Conserve les ressources essentielles au maintien de la vie dans les écosystèmes • Favorise la protection de la biodiversité, notamment des espèces rares, menacées, à statut précaire et symboliques • (Étude) Propose une méthodologie adaptée aux environnements nordiques
Critère 13. Prévoit un mécanisme de suivi et l'adoption de mesures de mitigation des répercussions sur la biodiversité et les écosystèmes.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoit les frais liés à la réhabilitation de sites ou les coûts associés aux mesures de prévention • Met en œuvre des mesures correctives ou d'atténuation des risques • Élabore un plan de gestion des risques • Possède la capacité de réaction organisationnelle pour réduire les risques ou réparer les dommages
Critère 14. Met en place des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Adopte de meilleures pratiques d'adaptation aux changements climatiques à court, moyen et long terme • Quantifie et réduit les GES • Compense les GES en augmentant les puits de carbones par des actions telles la plantation d'arbres, l'achat de crédits d'émissions sur les marchés du carbone, volontaires ou réglementaires, etc. • Adopte les sources d'énergie, les technologies, les procédés et les chaînes logistiques les moins génératrices de pollution et de GES
Critère 15. Réalise ses activités selon les meilleures pratiques écoresponsables et encourage les initiatives de développement durable.	
Actions possibles	<ul style="list-style-type: none"> • Planifie une consommation responsable • Applique le principe de pollueur payeur • Est conçu selon le concept de l'économie circulaire • Démonstre une démarche formelle de développement durable • Prévoit l'achat de biens et de services qui améliorent les conditions de travail des employés, la consommation d'énergie et la gestion des matières résiduelles